Après la guerre

Rudolf Virchow

Revue Scientifique de la France et de l'Étranger, n° 9, 26 Août 1871

Au mois de septembre de l'année dernière, alors que la guerre sévissait dans toute sa fureur, nous exprimions le vœu de voir la science exercer toute son influence pour amener, par une paix prochaine, la conciliation et la communauté des esprits dans l'intérêt de tous (voyez les *Archives*, tom. XXI, p. 5). Nous exprimons ce vœu de nouveau de la manière la plus urgente, aujourd'hui que la paix semble assurée et que les combattants vont rentrer dans leurs foyers pour reprendre leurs travaux intellectuels interrompus.

Mais nous n'ignorons pas qu'il est plus facile de soulever les passions d'une nation que de les apaiser, et que le torrent de l'opinion publique entraîne dans son cours le travailleur aussi bien que le savant. Chacun des intéressés perd la faculté d'un jugement calme et sain dans des catastrophes aussi terribles que celles qui viennent d'ébranler la France. Chacun est trop excité ou trop abattu par le triste sort de l'État, par les souffrances individuelles ou par ses propres pertes, pour se retrouver de suite dans une situation nouvelle, pour accepter ce qui est inévitable et pour calmer ses sentiments d'indignation. Rien n'est plus injuste que de demander déjà aux Français, comme on le fait assez généralement chez nous, de se résigner à leur défaite et à la paix qu'on leur a imposée, et de reprendre avec nous leurs relations régulières, en voisins et en amis. Il faut pour cela plus de temps que les quelques mois qui se sont écoulés depuis la ratification des préliminaires de la paix, et quoique les terribles secousses de la guerre civile aient contribué plus que toute autre chose à élargir le cercle de l'entendement de la situation en France, nous croyons qu'il se passera encore des années avant que le jugement même le plus impartial puisse empêcher des révoltes toujours renouvelées du sentiment national blessé. Mais ce qui nous attriste profondément, c'est que, même dans les rangs de la science, la raison ait si souvent succombé sous l'influence de la passion, et que de nombreux savants allemands aient répondu avec une véhémence démesurée à des attaques venues de France ; non pas que celles-ci soient justifiables, mais la situation actuelle de nos voisins permet peut-être de les excuser. Il sied à nous de ne pas oublier que, comme vainqueurs, nous devons entamer et tenir ouvertes les voies de la conciliation, quand bien même les vaincus refuseraient encore longtemps d'y entrer. Il faut que le peuple allemand commence par montrer qu'il sait éviter le danger de s'évaluer trop haut, car c'est ce danger qui a précipité la France dans sa chute profonde. Espérons que le travail de notre édification intérieure nous donnera assez d'occupation pour nous empêcher de succomber à cette présomption vaine qui a amené nos malheureux voisins à se croire meilleurs que les autres et à s'arroger le droit de s'immiscer dans les affaires des nations étrangères, comme conséquence naturelle de leur supériorité.

Il serait certainement insensé de notre part d'accepter sans les blâmer les insultes et les accusations nombreuses dirigées contre nous. Nous aussi nous voulons les repousser. Mais nous voudrions qu'on le fit sans colère, sans insulte nouvelle, qu'on ouvrit la voie des explications, peut-être même de la conciliation, et non celle de la prolongation de la lutte dans tous les domaines de l'activité humaine, comme le prêchent nos récents adversaires. Nous ne pouvons que répéter aujourd'hui

ce que nous disions il y a huit mois : le développement national doit se perfectionner par une communion universelle des idées, qui seule serait capable d'élever les hommes jusqu'aux buts suprêmes de l'humanité, bien au delà des bornes étroites des considérations de nationalité.

Même pendant la guerre, nous faisons observer qu'il y avait un terrain neutre de l'humanité qui aurait permis de se souvenir de ces buts élevés. C'était le terrain de la convention de Genève. Malheureusement cette neutralité s'est perdue trop tôt. A qui la faute ? M. Giraldès, un chirurgien que nous estimons hautement, a écrit deux lettres à ce sujet au *Medical Times and Gazette* de Londres, où il nous attribue cette faute tout entière. Ces lettres ont été conçues sous l'influence du bombardement de Paris, qui malheureusement n'a pas épargné les hôpitaux, et elles amoncelaient les outrages les plus violents, non-seulement sur nos troupes et sur nos officiers, mais encore sur la nation entière. M. Giraldès écrivait à la date du 5 février : « Ces dignes enfants de la Germanie, aujourd'hui en plein armistice, volent et pillent les maisons des environs de Paris, complétant ainsi leurs caractéristiques : sauvages et voleurs. » (*Medical Times and Gazette*, 1871-février, n° 1077, p. 205.) Dans le numéro suivant, après avoir énuméré les violations délibérées et réfléchies de la convention de Genève attribuées aux troupes allemandes, M. Giraldès termine son récit par les paroles suivantes : « Cet acte d'infâme brutalité, digne de la sauvagerie des peaux-rouges, doit être signalé. » (Même journal, n° 1078, p. 232.) La rédaction de la revue anglaise a répondu à ces accusations avec plus d'acribité qu'on n'aurait pu s'y attendre. Tout en renvoyant aux occurrences fortuites de la guerre, elle demande : « Pourquoi les classes éclairées, auxquelles appartient notre honorable confrère, les médecins, les avocats, les prêtres, les propriétaires, n'ont-ils pas élevé la voix, il y a sept mois, contre l'idée de faire la guerre ? C'est Paris qui a fait la guerre. »

La nation allemande n'a pas voulu la guerre. Elle n'a pas même voulu se mêler des affaires de la France, quelque désagréable que lui fût devenue l'immixtion de cette puissance dans les affaires allemandes. On nous a forcés à faire la guerre, et après l'avoir commencée, on s'est plaint de ses conséquences. N'existe-t-il pas dans chaque armée des individus abjects et réprouvés ? L'armée française n'a-t-elle pas eu des officiers en Algérie, en Chine, au Mexique, qui ont sciemment et délibérément assassiné, pillé, volé ? Et que dirait-on en France si l'on appelait toute la nation française une nation de barbares, de brigands et de voleurs, pour les actes de ces quelques individus ? Nous sommes heureux de pouvoir dire qu'on ne peut faire ce reproche avec raison à aucun de nos officiers supérieurs. Il était impossible à nos troupes d'épargner les châteaux, les maisons de campagne et les villages des environs de Paris, au milieu des souffrances d'un long siège d'hiver, loin de leur patrie, et MM. Giraldès et Verneuil, qui les ont jugées si sévèrement, ont probablement eu depuis l'occasion d'apprendre ce que des assiégeants français sont capables de faire. La guerre civile leur a montré que la propriété privée n'est pas toujours sacrée même aux soldats de leur propre armée, et les boulets de Versailles ont sans doute effacé le souvenir de bien des dommages causés par les obus prussiens.

Nous regrettons profondément que la guerre ait pris dans son cours un caractère de sauvagerie, rappelant le procédé

militaire par lequel les troupes françaises ont eu l'habitude de s'exercer pendant de longues années en Algérie. Mais il nous manque des preuves et des faits pour pouvoir nier les détails racontés par M. Giraldès. Nous serions très-heureux qu'il fût possible de trouver un juge impartial pour discuter les accusations portées contre nous par lui et par tant d'autres. Mais nous pouvons dire avec parfaite connaissance de cause que nos troupes avaient reçu les instructions les plus précises et les plus sévères pour l'exécution rigoureuse de la convention de Genève, et que tout était ordonné de telle façon que l'abus des insignes ne pouvait se produire que difficilement. Nous pouvons affirmer avec non moins de certitude que le gouvernement français n'avait pas donné de telles instructions à ses troupes. Du reste, ce n'est pas surprenant pour ceux qui ont vu les choses de près. Lorsqu'une conférence internationale des associations pour les soins à donner aux soldats blessés et malades eut lieu à Berlin au printemps de l'année 1869, conférence à laquelle j'assistai moi-même comme délégué de la « fondation nationale Victoria » pour les invalides, le gouvernement français fut le seul, parmi tous ceux de l'Europe, qui ne s'y fit représenter par aucun délégué ; son adhésion manqua de même aux décisions les plus importantes de la conférence antérieure. Aussi a-t-on pu voir dès le commencement de la dernière campagne que les médecins et les officiers français n'étaient que très-imparfaitement instruits de la signification de la croix rouge, et que les soldats l'ignoraient absolument. Après des violations flagrantes et réitérées de la convention de Genève, il ne nous resta d'autre moyen que d'user, jusqu'à un certain degré, de représailles. Nous savons que, jusque dans les combats autour d'Orléans, plusieurs de nos médecins et de nos blessés, qui étaient restés en arrière, se fiant au droit international, furent maltraités et emmenés comme prisonniers de guerre.

Tandis qu'on prêchait en France la guerre au couteau et que les francs-tireurs exerçaient tous les actes d'hostilité possibles, croyait-on alors que nous pourrions continuer à considérer la guerre comme un simple duel entre deux armées, sans que les peuples y prissent part ? La guerre est en elle-même une institution barbare. C'est pour cela que nous nous sommes efforcés de l'éloigner, et nous pouvons bien rappeler à nos lecteurs que le parti libéral de l'Allemagne, au risque de perdre sa réputation politique, pétitionna aux Chambres en faveur du désarmement de l'Europe. Mais tout cela est oublié depuis longtemps. Pour avoir pris au sérieux une guerre qu'on nous avait imposée, nous sommes traités de barbares.

Que signifie le mot *barbare* ? Les anciens, qui cultivaient au plus haut degré le sentiment exclusif de chaque race, appelaient *barbare* l'étranger sans droits. Ce n'est qu'après de longues luttes que le misérable étranger eut droit à l'hospitalité. Ce fut la première grande victoire de la civilisation. Mais que de temps ne se passa-t-il pas avant qu'elle fût complète ! Combien de temps encore dura la défiance ! Qu'on se rappelle que Caton, le grand républicain, croyait fermement à la conjuration des médecins grecs établis à Rome pour faire périr tous les Romains (des barbares pour les Grecs). Des républicains de cette trempe se rencontrent encore aujourd'hui en France. Tandis que, dans presque toutes les grandes villes de l'Allemagne, pendant toute la durée de la guerre, les Français établis ne furent jamais importunés, on commença en France, dès les premières hostilités, à persécuter les Allemands établis dans ce pays. On se servit des

prétextes les plus vils pour éveiller la suspicion et la jalousie nationales contre nos malheureux compatriotes. Parler la langue allemande suffisait pour motiver une persécution à outrance. On appelait actes de patriotisme l'expulsion des Allemands, la spoliation de leur propriété privée et l'anéantissement brutal de leurs affaires. Ces gens n'étaient que des barbares ! C'étaient des barbares déjà avant le commencement de la guerre. Qui a pris la défense de ces malheureux ? Chaque Allemand était traité d'espion qu'on avait le droit de persécuter à mort. Où étaient alors les avocats de l'humanité, les apôtres de la civilisation, les défenseurs des droits de l'homme ?

Nous voudrions faire comprendre à nos collègues de Paris que l'abandon absolu et définitif des droits de l'hospitalité est une barbarie grossière, dépassant en violence tout ce que l'Europe a vu depuis le moyen âge. Les Français se plaignent de ce qu'après un long siège nous ayons bombardé leur forteresse la plus grande et la plus importante, Paris, la ville sainte, et que nos bombes, dont à une si grande distance on ne pouvait certainement pas calculer le but, aient atteint quelques hôpitaux, quand leur nation entière, de sa propre initiative et volontairement, avait refusé l'hospitalité à nos compatriotes. La presse française avait depuis longtemps nourri la crainte de voir Paris devenir une ville germanique et l'émigration allemande s'emparer de toutes les affaires ; l'Académie elle-même avait discuté cette question. Mais nous étions assez naïfs pour croire que ce n'était l'expression que de quelques esprits faussés ; aussi grandes furent notre surprise et notre indignation, quand nous vîmes la France entière s'unir dans ce sentiment puéril de crainte et de haine.

Il y a longtemps, lorsque je passai en revue les épidémies de l'année 1848, j'appelai l'attention sur ce fait que les Européens étaient arrivés à un état psychopathique, j'ai remarqué que la maladie qui se produit chez l'individu sous la forme d'un arrêt dans l'activité du cerveau se rencontre quelquefois aussi dans une plus grande étendue comme épidémie psychique. (Voyez tome III des *Archives*, p. 8.) Un aliéniste distingué de l'Allemagne du Sud, M. Carl Stark, est arrivé à des considérations analogues par l'étude des événements récents. (*De la dégénérescence psychique de la nation française, son caractère pathologique, ses symptômes et ses causes*, Stuttg., 1871.) Il a essayé de montrer, par une analyse exacte des phénomènes isolés, que l'état mental de la nation française se rapproche en grand de l'idiotie paralytique ou de la folie raisonnante. Nous citons ceci, non pas pour lancer une insulte, mais parce que, dans une grande partie de notre nation, l'opinion prévaut que les Français sont atteints de la *manie des grandeurs* (*Grossenwahn*). Il est probable que la manière nationale de sentir et de comprendre est tellement différente chez les Français et chez les Allemands, que bien des choses nous semblent malades qui appartiennent à la physiologie de la vie française. Mais, quand nous lisons les épanchements exagérés de Victor Hugo, les télégrammes menteurs de Gambetta, les manifestes insensés de la Commune de Paris ; quand nous voyons même maintenant, dans presque toute la France, l'idée de la défaite étouffée sous le cri de trahison, les généraux, les politiques révoqués les uns après les autres avec l'épithète de traîtres, et tout retour vers une situation régulière rendu à peu près impossible par l'égoïsme incroyable des individus,

il est difficile en effet de concevoir qu'une telle disposition d'esprit puisse être dirigée vers des choses meilleures. Car ce qu'il y aurait de meilleur aujourd'hui, ce serait malheureusement la résignation, et où pourrait-on trouver assez de bon sens pour amener un peuple nourri, depuis des dizaines, même des centaines d'années, d'orgueil et de vanité, à se faire à l'idée du sacrifice?

Ces doctrines arrogantes sont propagées systématiquement. Aucun homme d'État, aucun savant ne peut faire autrement que de les admettre s'il veut conserver son influence. Mais chez la plupart il n'est point besoin pour cela de dissimulation : c'est la sincère expression de leur opinion. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire la brochure de M. Paul de Jouvencel intitulée : *l'Allemagne et le droit des Gaules* (Paris, 1867), écrite peu de temps après l'affaire de Luxembourg. Elle prêche sans façon la guerre contre l'Allemagne, et cela au point de vue libéral. Les Gaulois auraient reçu en héritage la souveraineté romaine, et tout ce qui était autrefois romain leur appartiendrait; Cologne et Bonn, Mayence et Trèves, étant des villes romaines, reviendraient donc de droit aux Français. L'auteur n'ignore pas que la France a reçu son nom des Francs, qui étaient un peuple allemand. Les Gaules leur doivent l'unité politique, tout en héritant de la civilisation romaine; mais l'Allemagne resta barbare. Voilà le refrain éternel. Nous avons beau faire, nous sommes et nous resterons des barbares.

Cette accusation doit-elle nous indigner sans cesse, et devons-nous répondre à nos voisins sur le même ton? Un peu de réflexion nous apprend que ce serait peine inutile. Qu'on nous appelle barbares, nous n'en essayerons pas moins de lutter courageusement dans l'arène immense des connaissances humaines. La conviction de notre valeur gagnera petit à petit du terrain en France, comme nous avons déjà pu le constater avec plaisir avant la guerre. Affermissons cette conviction, et ne nous laissons pas décourager par maintes observations sur la supériorité de la race gauloise, exprimées par les hommes les plus intelligents et les plus aimables, qui, du reste, avouent hautement notre mérite.

Ces observations causent une grande irritation chez un grand nombre de nos savants, comme étant quelque chose d'inouï et d'insupportable. Aussi arrivent-ils trop facilement à prendre en mauvaise part des expressions qui, au fond, n'ont rien de blessant. Je citerai comme exemple les paroles de M. Ad. Wurtz : « La chimie est une science française, » par lesquelles ce savant distingué commence son *Histoire des doctrines chimiques*, depuis Lavoisier jusqu'à nos jours (Paris, 1868). Elles ont donné lieu à une dissertation aussi acerbe qu'indignée de la part de M. Kolbe, sur l'état de la chimie en France. Il est évident que l'honorable doyen de la Faculté de médecine de Paris n'avait aucunement l'intention de blesser les chimistes allemands. Outre que, dans ce travail même, il en cite un grand nombre avec la plus vive reconnaissance, il a donné hautement son opinion sur leur compte dans son grand rapport fait à l'instigation du ministre de l'instruction publique, M. Duruy (*Les hautes études pratiques dans les universités allemandes*. Paris, 1870, p. 12) : « Dans ces dernières années, dit-il, la science a été moins cultivée chez nous que chez nos voisins. » Selon lui, ce ne sont ni les hommes ni le génie qui font défaut à la France, mais seulement les institutions. Il déclare ouvertement au ministre que toutes les tentatives faites précédemment étaient insuffisantes, et continue ainsi :

« Un nouvel effort doit donc être tenté pour sauvegarder l'avenir scientifique de la France. Et il ne faut pas s'y tromper : il s'agit ici d'un intérêt de premier ordre, car la vie intellectuelle d'un peuple alimente les sources de sa puissance matérielle, et son rang est marqué aussi bien par l'ascendant qu'il sait prendre dans les choses de l'esprit que par le nombre et la valeur de ses défenseurs. »

Il est probable que M. Wurtz qui, peu de temps après la levée du siège de Paris, fut démis de ses fonctions par la Commune, a compris depuis que son opinion sur les défenseurs de la France était tout aussi erronée que celle de ses compatriotes sur la prépondérance scientifique actuelle des savants français. Mais, en tous cas, son appréciation de la science peut être parfaitement admise même de ce côté du Rhin, et quiconque lira son rapport sur les établissements scientifiques de l'Allemagne sera convaincu de la haute estime dans laquelle il tient les directeurs de ces institutions. En décrivant le laboratoire chimique de Leipzig, il cite entre autres M. Kolbe, « l'éminent fondateur de cet établissement scientifique, » en lui donnant les plus grands éloges. Si notre compatriote avait connu le caractère éminemment respectable du savant français, il se serait gardé de mal interpréter sa fameuse phrase, qui prêtait facilement, il est vrai, à un malentendu.

Les hommes qui pensent de la même façon que M. Wurtz ne manquent pas parmi la jeune génération de savants français, et je ne suis pas d'accord avec M. Ecker, un autre naturaliste allemand, quand il avance que l'arrêt momentané ou la marche rétrograde des Français s'étend à toutes les branches des sciences anthropologiques (Voyez : *La lutte pour l'existence dans la nature et dans la vie des peuples*. Constance, 1871, p. 28). Sans doute, dans beaucoup de branches, il n'existe pas en ce moment de personnalité scientifique marquante ; mais on trouve cependant une jeune génération pleine d'ardeur et de courage, ayant devant elle un avenir scientifique. Ce qui la distingue particulièrement, c'est la juste appréciation des barbares. Laissons parler M. Lorain, l'un des mieux doués.

Il commence son exposé de l'état de la science dans l'empire français, par l'avant-propos suivant : « Quiconque voyagera en Allemagne sera frappé des progrès que fait dans ce pays l'étude des sciences naturelles. A ce sentiment d'admiration succédera bientôt, pour un Français, un sentiment d'émulation. Dans la voie scientifique, l'Allemagne a devancé la France ; c'est là une vérité incontestable. Les Allemands ne laissent point à d'autres le soin de la proclamer, et en cela ils n'imitent pas notre exemple, en ce sens que nous sommes portés à admirer les autres, et à nous dénigrer nous-mêmes. Cette disposition de notre caractère national ne serait fâcheuse qu'autant qu'elle engendrerait le découragement et la crainte de la lutte. Il n'en est pas ainsi, je l'espère. Pour moi, plus j'admire l'Allemagne, plus je désire que la France se pique d'honneur, et regagne le terrain qu'elle semble avoir perdu depuis quelques années. » (*De la réforme des études médicales par les laboratoires*. Paris, 1868.)

En suivant l'exposé de M. Lorain, chacun en Allemagne devra se déclarer pleinement satisfait du degré d'estime qu'il reconnaît à nos établissements scientifiques ; et même ceux qui n'auraient pas appris comme moi à aimer et à estimer personnellement les jeunes savants français, avoueront qu'il ne doit pas être difficile de s'entendre avec des hommes de la franchise et du jugement de M. Lorain. Il ne faut, en effet,

pour cela qu'une explication réciproque sur le caractère national. Car M. Lorain, malgré son admiration pour la science allemande, ne comprend pas, sous ce rapport, la cause de notre susceptibilité. J'ai cité textuellement son avant-propos, afin de pouvoir prendre ses propres paroles comme point de départ de ma discussion.

M. Lorain pense que le caractère national des Français les porte à admirer les étrangers, et à se dénigrer eux-mêmes. Jusqu'à présent, nous avons cru précisément le contraire en Allemagne. On a si souvent proclamé officiellement et officieusement que : « la France marche à la tête de la civilisation, » on a si souvent, en outre, prêché, dans les débats parlementaires aussi bien que dans la presse, qu'il fallait maintenir le prestige français, la prépondérance française ; le gouvernement a fait de tels efforts, les partis ont, sans hésitation, accepté de si grands sacrifices d'hommes et d'argent pour faire ressortir cette prépondérance d'une manière incontestable, qu'il semble en effet surprenant de nous entendre traiter de fanfarons, et de nous voir attribuer la particularité de dénigrer les étrangers, d'autant plus que la personne qui parle ainsi est bienveillante pour nous. En face de l'assentiment donné par la nation entière, à quelques exceptions près, à la *promenade à Berlin*, projetée au commencement de la guerre récente, nous pouvons bien admettre que nous ne nous sommes pas trompés lorsque nous disions, il y a huit mois : « On nous a déclaré une guerre d'ignorance » (Voyez les *Archives*, tome 51, page 3), et plus loin : « Ce que nous combattons n'est en réalité autre chose que l'ignorance et ses conséquences, le manque de véracité, l'immoralité et l'ostentation. »

Dans la brochure mentionnée plus haut, M. de Jouvencel, que nous ne citons que parce qu'il nous paraît être le véritable représentant du caractère national français, a exposé avec le plus grand sang-froid qu'il était impossible d'admettre l'autonomie de l'Allemagne : « Nous établirons que l'autonomie germanique ne peut être admise de ce côté du Rhin. » Il sent que cette expression a quelque chose de blessant pour nous, car il ajoute : « Nous savons bien que notre langage et la netteté de ce sommaire paraîtront exorbitants aux personnes chargées de traiter les questions internationales dans les chancelleries ; mais nous n'écrivons pas pour les diplomates, nous écrivons pour nos simples concitoyens. » On peut véritablement dire, maintenant, que ces paroles ont été écrites avec du sang.

Cependant M. de Jouvencel lui-même reconnaît de temps en temps notre mérite. Mais si nous nous permettons de faire valoir nos droits, si nous voulons être les maîtres chez nous, nous offensoons le prestige français, et sans plus de façon, on nous déclare la guerre. Que M. Lorain et ses amis ne se trompent donc pas sur la disposition du sentiment national. Ce n'est certes pas l'admiration des Français pour nous qui a préparé la guerre. Nous ne voulons pas discuter sur ce point, de décider à qui l'on doit attribuer le crime de l'avoir fait éclater. Ce qui l'avait préparée, c'était la mauvaise humeur croissante du sentiment national de voir, sur les frontières de la France, un grand peuple désuni depuis longtemps et faible par sa désunion, se préparer à conquérir son unité. Et si l'on a pu faire la déclaration de guerre, si elle a même excité un enthousiasme fanatique, ce n'était certes point parce que les Français nous admiraient et se dénigraient eux-mêmes, mais parce qu'ils nous prenaient tous pour des bar-

bares et nous traitaient comme tels ; parce qu'ils se croyaient le peuple élu, et nous demandaient naïvement de vouloir bien leur servir de matière brute qu'ils manipuleraient à leur aise. Nous nous en sommes rendu compte depuis longtemps, et certainement les souvenirs n'ont pas peu contribué depuis bien des années à tenir éveillée chez nous la conscience de cette présomption de leur part.

Mais ce que nous ignorions dans le mouvement actuel, c'était jusqu'à quel point la détérioration du caractère national français avait progressé dans la vie intime du peuple. Dans ce sens, M. Lorain a évidemment raison (quoique ce ne soit pas tout à fait ce qu'il a voulu dire), quand il pose comme particularité de sa nation l'acte de se dénigrer elle-même. Car il est affreux de voir la manière dédaigneuse et méprisante avec laquelle chacun traite ceux qui encourent la critique publique en France. On répète toutes les bassesses sur leur compte, et ceux qui tout à l'heure jouissaient de la plus haute considération se trouvent méprisés en un tour de main, et menacés de perdre leurs biens, leur liberté et leur vie. Nous avons eu l'occasion d'apprendre que l'empire avait engendré un bouleversement moral au moins aussi profond que celui de la royauté d'autrefois ; et, cependant, nous avons été surpris de voir cette désorganisation devenir tout à coup le caractère de l'État entier, quand, jusqu'alors, elle ne s'était montrée que dans la vie privée et le bas journalisme. Il n'est certes pas encourageant pour nos futurs rapports avec nos voisins de nous voir appliquer le même genre de jugement que celui qui était à l'ordre du jour entre Paris et Versailles. Après s'être habitué pendant la guerre à traiter nos soldats de voleurs et de brigands, à étendre ensuite ces dénominations à la nation entière, on ne se fait aucun scrupule aujourd'hui d'employer les mêmes termes en parlant des savants allemands.

Un récent exemple de cette méthode m'a frappé personnellement d'une manière très-sensible. Un journal de Lyon, le *Salut public*, à la date du 16 avril 1871, contient l'article suivant :

« M. le professeur Chauvin a ouvert hier son cours de physiologie à l'École de médecine, en présence d'une assistance nombreuse d'élèves et de médecins.

» Le savant et sympathique professeur a commencé la série de ses leçons par une allocution non moins patriotique que scientifique, qui a vivement ému l'auditoire.

» Après avoir donné lecture de l'article que M. le professeur agrégé Bernheim, de la Faculté de médecine de Strasbourg, a consacré, dans le *Salut public*, à la mémoire de M. le docteur Küss, maire de Strasbourg et professeur à la Faculté de médecine de cette ville, M. A. Chauvin a révélé un fait trop généralement ignoré.

» Il nous a appris que le fameux professeur berlinois, l'orgueil de l'Allemagne savante, Rudolph Virchow, a été élève du professeur Küss. Or, le professeur Küss, dès 1847, publiait un petit opuscule sur l'*Inflammation des os*, où se trouve toute la doctrine de la pathologie cellulaire, cette grande révélation ou révolution biologique, dont M. Rudolph Virchow passe pour être le père légitime.

» Jamais, il est vrai, M. le Prussien Rudolph Virchow n'a cité son maître, M. Küss, savant modeste autant que profond. Il l'a volé, il l'a pillé, — à la prussienne, — et il n'a pas eu le cœur de lui faire la part de ses travaux. Il est vrai que lui faire cette part, c'était beaucoup lui laisser, et cela n'est pas dans les usages prussiens, ni en science, ni en guerre. »

A ceci, je pourrais répondre simplement que toutes ces prétendues révélations sont inventées d'un bout à l'autre. Car quiconque se donnera la peine de remonter jusqu'aux sources, se convaincra aisément qu'on n'y trouve pas une parcelle de vérité. Mais ce serait trop demander à un professeur français ordinaire, que de remonter à des sources non françaises. Est-ce qu'un Français a besoin de connaître la littérature étrangère? J'admettrais donc volontiers que M. Chauvin a fait ces révélations de bonne foi et par ignorance, non sciemment et délibérément; cette supposition une fois admise, je rétablirai les faits tels qu'ils sont, pour montrer jusqu'où va cette naïve effronterie.

1° Je n'ai pas été élève de Küss. Je n'ai fait aucune partie de mes études à Strasbourg, où je suis venu pour la première fois en 1861, et où je n'ai passé que quelques jours. Il est vrai que j'eus à ce moment des rapports intimes avec cet homme aussi distingué qu'aimable, que j'avais appris depuis longtemps à vénérer et à apprécier. Or, c'est en 1858, que le cours sur la pathologie cellulaire fut livré à la publicité. Il ne pouvait donc être question d'une transmission verbale de la part de M. Küss.

2° J'ai été l'un des rares auteurs allemands, pour ne pas dire le seul, qui ait reconnu au moment opportun le mérite scientifique de M. Küss. J'ignore si un fait semblable s'est jamais produit en France. Mais quand ce serait le cas, et quand même M. Chauvin aurait raison d'alléguer que la pathologie cellulaire remonte en réalité à M. Küss, il eût été inutile, ce me semble, de combattre l'avis que j'en suis le père légitime. M. Chauvin affirme que je n'ai jamais cité Küss, comme s'il savait qui ou quoi j'ai cité. S'il avait le désir de s'en convaincre, je peux lui nommer une suite d'endroits où j'ai mentionné le pathologiste strasbourgeois et en partie assez longuement. Qu'il prenne la peine de rechercher dans les *Archives* le volume 1 de l'année 1847, pages 121, 147 et 223; le volume 4 de l'année 1852, page 311, et le *Manuel de pathologie et de thérapie spéciales*, tome I de l'année 1846, pages 46 et 56.

3° Küss n'a jamais rien publié à ma connaissance qui ressemble seulement à de la pathologie cellulaire, et j'attends de M. Chauvin les preuves de mes méfaits de vol et de pillage. Je serais bien heureux de savoir où ils se trouvent. Il parle, d'après le *Salut public*, d'un petit opuscule sur l'inflammation des os que Küss aurait publié dès 1847. Je ne sais si cet opuscule a jamais paru. Le petit écrit de Küss que j'ai cité honorablement à plusieurs reprises a pour titre : *De la vascularité et de l'inflammation* (Strasbourg, 1846). Il traite, en cinquante-six pages, exclusivement la question de l'inflammation, et il résume ses doctrines, page 46, en sept propositions, dont presque pas une n'est d'accord avec celles émises par moi dans ma *Pathologie cellulaire*. La plus importante de ces propositions est la seconde, ainsi conçue : « Au point de vue anatomique (organique), l'inflammation consiste en un double phénomène : disparition du tissu normal, organisation du plasma en tissu inflammatoire. » Or, quiconque a étudié la pathologie cellulaire même superficiellement, sait que la pensée fondamentale de cet ouvrage est justement la doctrine cellulaire, que, par conséquent, je nie absolument toute organisation du plasma comme telle (c'est-à-dire du blastème extra-cellulaire), et que je ramène, au contraire, tous les phénomènes malades aux cellules elles-mêmes et non pas à un liquide plastique.

Néanmoins, le mérite du travail de Küss demeure incon-

testable. C'est lui qui le premier a attiré l'attention sur les inflammations des parties dépourvues de vaisseaux, et quoiqu'il ait augmenté ces dernières d'une manière inexacte, en regardant le tissu osseux et le tissu cellulaire comme dépourvus de vaisseaux, il a pourtant des points de vue d'une grande importance. C'est lui surtout qui a prouvé l'indépendance de la diffusion des liquides dans l'épaisseur des tissus de la circulation du sang et de la résorption de certains éléments des tissus au commencement de l'inflammation. Ceci s'applique surtout à l'inflammation des os. Mais tout cela a si peu à faire avec la pathologie cellulaire, que Küss ne parle pas même des éléments cellulaires des os et du tissu connectif. Du reste, il ne pouvait en parler de bon droit, puisque je n'ai constaté l'existence de cellules dans les os et dans le tissu connectif qu'en 1851, c'est-à-dire cinq ans plus tard.

Personne n'avait donc moins sujet de se plaindre de moi que Küss, et il l'a si peu fait qu'il m'a constamment envoyé ses meilleurs élèves, entre autres M. Bernheim, pour compléter leurs études sous ma direction. Il m'avait même conservé une telle affection jusqu'à sa mort si regrettable, que son ami et successeur, M. le maire provisoire actuel de Strasbourg, M. Klein, m'en a encore récemment donné de nouvelles preuves.

Il me paraît donc évident que l'attaque outrageuse de M. Chauvin n'a pas d'autre motif que l'emportement de la passion. Il ose dire en parlant de moi : *il l'a volé, il l'a pillé*, probablement afin d'avoir un prétexte à cette insulte générale : *à la prussienne*. Après que le chauvinisme a conduit la France à une déroute sans pareille dans l'histoire des nations, M. Chauvin se sert des motifs les plus vils pour insinuer la calomnie et la suspicion. Il n'est pas étonnant que M. Chauvin ait du chauvinisme dans le sang, il s'agit probablement chez lui d'une maladie héréditaire; mais qu'on puisse oser en France commettre publiquement une action si réellement immorale contre des étrangers, et qu'on appelle cela faire preuve de patriotisme, voilà ce que l'on ne comprendrait jamais si on ne songeait que, pendant de longues années, le mépris des étrangers et l'admiration de soi-même régnaient souverainement en France.

Si je ne me trompe, cela provient en grande partie de la prépondérance de la langue française. D'un côté, il résultait de cette prépondérance que les Français pouvaient se dispenser de l'étude des langues et des littératures étrangères, étant certains de trouver partout des gens instruits qui comprendraient leur idiome. D'un autre côté, ils pouvaient être sûrs de ne pas rencontrer dans la littérature française la plus grande partie de ce qui était dit ou écrit contre la France à l'étranger. Ils continuaient donc à vivre dans leur ignorance avec une certaine satisfaction, et ils semblaient assurés contre les attaques du dehors tout en attaquant impunément les étrangers. Les Anglais seuls étaient traités avec un peu plus de respect, mais sans être cependant non plus à l'abri de la jalousie nationale.

Nous aurions beaucoup à dire là-dessus; mais je ne veux rappeler qu'un exemple récent. Dans la séance du 26 août 1855, M. Trousseau, l'un des rares médecins français qui savaient honorer le mérite étranger, fit à l'Académie de médecine un premier discours sur la maladie d'Addison, découverte peu de temps auparavant. Il fit part à l'Académie d'un cas observé par lui-même, et donna un aperçu des cas mentionnés par Addison. Il s'ensuivit un débat dont le rapport ne parut offi-

ciellement que beaucoup plus tard, et extrêmement coupé par la censure. (*Bulletin de l'Académie impériale de médecine*, t. XXI, n° 23, p. 1055.) Voici ce qu'on y lit : « M. Gibert n'a pas appris sans surprise qu'un médecin ait pu recueillir un aussi grand nombre d'exemples d'une semblable altération dans la coloration de la peau, lorsqu'on sait combien les altérations de ce genre sont rares. Cependant sa surprise diminue en considérant que ces faits ont été recueillis à l'étranger. » Plus loin on lit : « M. Trousseau regrette que M. Gibert ait cru devoir jeter *une sorte de défiance ou de suspicion sur les recherches qui viennent de l'étranger.* » La chose doit avoir été plus grave, car l'*Union médicale* (n° 104, p. 416, 1855), dans son rapport publié immédiatement après la séance, fait parler M. Trousseau ainsi : « M. Gibert accueille défavorablement les découvertes qui nous viennent de l'étranger. Cette méfiance a sa source dans un sentiment de patriotisme fort louable assurément. Mais ce sentiment ne doit pas nous empêcher de rendre justice à nos collègues d'outre-Manche, et il ne doit pas nous faire oublier quel prodigieux service nous a rendu la découverte de Bright, par exemple. Ceux qui appellent notre attention sur les maladies que nous ne connaissons pas, ces maladies fussent-elles incurables, comme la maladie de Bright elle-même l'est presque toujours, ceux-là ont droit à la reconnaissance de tous les médecins. Or, il s'agit d'Addison, collègue et collaborateur de Bright; c'est en explorant fréquemment les reins pour y découvrir les lésions de l'albuminurie chronique qu'il a été amené à étudier les lésions des capsules surrénales. » La défense de Trousseau est certainement très-honorable; mais qu'une attaque aussi éhontée ait été possible en pleine séance d'Académie, sous le seul prétexte d'être dirigée contre un étranger, c'est-à-dire un barbare, voilà ce qui dessine nettement la situation. Bientôt après un autre Français, M. Imbert Gourbeyre, professeur suppléant à l'école de médecine de Clermont-Ferrand, alla plus loin encore. Il chercha à prouver que la maladie d'Addison avait été connue depuis longtemps sous le nom de *mélasictère*, et qu'Addison avait seulement le mérite de l'avoir distinguée de l'ictère. « A ce titre, dit-il dans le *Moniteur des hôpitaux* (septembre 1856, p. 884), il n'y a nul inconvénient à décorer l'ictère noir du nom du médecin anglais. Ce que nous avons fait pour M. Bright, nous le ferons aussi pour M. Addison, son collègue à l'hôpital de Guy. Mais c'est accroître singulièrement la dette de l'Angleterre à notre égard, tant sur les champs de bataille que sur les champs de la pathologie. Nous en sera-t-elle reconnaissante? *That is the question?* »

Est-il possible de mettre une question en doute d'une manière plus insolente? En rendant justice aux étrangers, on demande s'ils en seront reconnaissants. Ceci est tellement français qu'il n'existe pas d'exemple d'un cas analogue dans aucune autre littérature. On peut dire beaucoup de l'injustice grossière des Anglais envers les *foreigners*, et je pourrais tirer de ma propre expérience des exemples fabuleux. Mais même en Angleterre on ne s'est certainement jamais attendu à une sorte de reconnaissance nationale de la part d'un autre peuple pour avoir été juste envers lui. Les Allemands ont enfin compris, ce que les Anglais et les Français avaient admis depuis longtemps, que la science elle-même a une valeur nationale, mais pas dans ce sens que chaque nation doit l'exploiter d'une manière exclusive. Au contraire, chaque nation doit faire avancer la science d'après ses aptitudes propres, et livrer ensuite les résultats qu'elle obtient au trésor

commun de l'humanité. Pour nous, la science est purement humaine dans son essence et nationale seulement dans sa forme; nous savons faire la différence entre la politique exclusivement nationale et la science universellement humaine. En France au contraire l'appréciation de cette différence ne semble pas être encore entrée dans quelques-unes des meilleures têtes.

Des faits nombreux et frappants ont montré dans les derniers temps jusqu'où va la confusion sous ce rapport. Je ne parlerai pas de la lettre tant discutée de M. Pasteur qui accompagnait le renvoi d'un diplôme honorifique de l'université de Bonn, parce que je déplore la manière dont on a répondu de Bonn à ce savant d'un si grand mérite, réponse qui n'a servi qu'à l'irriter davantage. Mais ce que je ne puis passer sous silence, c'est la proposition étonnante de M. Béhier à l'Académie de médecine, demandant qu'on rayât des listes de l'Académie les noms de tous les membres de l'Allemagne du nord qui en faisaient partie. Je ne connais les détails de ce débat que par le *Medical Times and Gazette* (n° 1083, avril 1871, p. 369); je n'en parlerai donc pas davantage, d'autant plus que la majorité de l'Académie, quoique fort irritée, mit finalement l'incident de côté par un ordre du jour motivé; du reste, je pense que ces messieurs ont appris depuis, par le second bombardement de Paris, à mieux juger des conséquences inévitables de toutes les guerres. Mais je ne peux pas m'empêcher d'attirer l'attention sur la manière de penser de la nation, qui résulte évidemment de la proposition elle-même et des explications de plusieurs membres de l'Académie.

Il est probable qu'aucun des savants de l'Allemagne du Nord, membres correspondants ou étrangers de l'Académie, n'a brigué l'honneur d'en faire partie. Pour ma part, je dois dire qu'on me l'a offert spontanément, sans que j'aie jamais fait pour cela les moindres démarches. Je l'ai accepté avec reconnaissance, comme c'était juste, quoique l'Académie portât alors le titre d'impériale, et qu'il me fût désagréable d'être en rapport avec quelque chose de ce nom; considérant cette distinction comme purement scientifique, je fis taire mes scrupules politiques. Si, par une raison politique, l'on m'avait privé aujourd'hui d'un titre scientifique, je m'y serais philosophiquement résigné; car la vraie distinction consiste à avoir mérité le titre et non à le porter. J'aurais néanmoins sincèrement regretté une mesure qui aurait amené la rupture du seul lien qui unisse encore la France et l'Allemagne, le lien des intérêts intellectuels communs. Ce n'est pas à tort que M. Béclard, le rapporteur de l'Académie, a rappelé que les membres que l'on menaçait de proscription étaient presque tous adversaires de la guerre et amis sincères de la paix. Mais quand même, au point de vue politique, nous aurions été amis de la guerre, serait-ce là un motif suffisant pour révoquer nos titres scientifiques? Quel rapport peut-il exister entre la position politique d'un homme et son mérite scientifique? Une mesure comme celle que M. Béhier a proposée contre les étrangers ne serait-elle pas un précédent dangereux pour des gouvernements peu scrupuleux, auxquels elle permettrait d'écarter des savants éminents des emplois de l'État, sous prétexte de danger politique? Manque de patriotisme chez un homme de science, quelle accusation facile à trouver! L'histoire de la science française n'est pas tellement pauvre en exemples de conflits semblables pour qu'il soit nécessaire d'en mentionner spécialement aucun.

J'avoue qu'il est quelquefois bien difficile de maintenir les rapports scientifiques avec la même intimité quand éclatent de forts contrastes politiques. Je vais rappeler un cas récent où les savants français ont mis sévèrement à l'épreuve la patience des Allemands. Ce fut en 1869, à l'occasion du congrès d'archéologie préhistorique de Copenhague. M. de Quatrefages en a publié le rapport dans les numéros de la *Revue des deux mondes* du 15 avril et du 1^{er} mai 1870. Quoique ce naturaliste célèbre ne s'occupe pas activement de politique, il a consacré une grande partie de son rapport à la situation du Danemark vis-à-vis de l'Allemagne. Justement orgueilleux de ce que la langue française fût reconnue comme la langue officielle du congrès, il dépeint les sentiments sympathiques des membres français du congrès pour le Danemark, l'oppression injuste de ce petit État, l'ambition démesurée de l'Allemagne et la jalousie croissante de la France. Mais ce qu'il passe sous silence, c'est que malgré le caractère international du congrès, les savants français ne manquèrent aucune occasion pour exprimer ouvertement leurs sympathies pour le Danemark en présence des Allemands, et que même un jour, devant tous les membres assemblés, un Français ayant proposé un *toast* à l'alliance de la France et du Danemark, un Allemand put à peine mettre un terme à l'embarras visible de l'assemblée en proposant un *toast* à l'alliance universelle de toutes les nations. Il était certainement bien pénible pour nous autres Allemands de voir qu'aucun argument ne pouvait amener, même des républicains français tels que M. Henri Martin, à comprendre le danger d'attiser la guerre entre l'Allemagne et la France. S'ils avaient pu soupçonner l'imminence de cette guerre, les terribles désastres qui en résulteraient pour leur pays, le rôle qu'y jouerait le Danemark, ils auraient assurément compris combien il est utile de tenir écartées l'une de l'autre la science et la politique. *La politique sépare les nations, la science les unit*, et malheur à ceux qui rompent ce lien !

Je serais heureux de penser que les considérations précédentes puissent aplanir la voie de la réconciliation. Elles sont franches et sincères, et pour cela même blesseront peut-être maints esprits. Mais sans explication nette on n'arrive à aucune réconciliation vraie, et il faut oser être franc au risque de blesser l'un ou l'autre. Ce n'est pas la première fois que j'entre dans cette voie, et je suis encouragé par la pensée d'avoir réussi autrefois. En effet, je m'étais fait de nombreux amis en France, et j'ose espérer que mes efforts contribueront quelque peu à vaincre les préjugés qui existent contre nous en France. Ces préjugés se maintiennent parce qu'on ne saisissait pas le développement nouveau de l'Allemagne, et parce qu'on nous regardait toujours encore comme des rêveurs et des spéculateurs. On était habitué depuis trop longtemps à considérer la science allemande comme obscure et incompréhensible. Les uns nous regardaient comme des mystiques, d'autres comme des matérialistes ; personne ne nous jugeait capables d'un travail pratique et positif. Mais tout cela avait commencé à s'améliorer. On se disposait à nous étudier, à apprendre notre langue ; on voyageait même en Allemagne et on nous y voyait animés d'une activité pratique et positive. Il se forma à Paris ce qu'on appela l'École allemande, et si ce titre, dans la bouche de certains savants français, était considéré comme un reproche, d'autres, au contraire, avaient le courage de s'en faire un honneur. Il était bien insensé, en effet, de voir matière à reproche là où il s'agissait d'un pro-

grès réel. Car l'école moderne allemande n'est pas l'école de l'autorité et du dogme, mais celle de la critique et des recherches méthodiques. Elle ne forme aucun contraste avec la vieille bonne école française, elle en est même sortie en grande partie avec un développement régulier et fertile et ayant sa vie propre. Pendant de longues années nous avons transplanté chez nous la science française, et nous sommes encore aujourd'hui remplis de reconnaissance pour le bien que nous avons reçu. Est-ce que cela nous a déshonorés ? Et aurait-ce donc été une honte pour les Français de recevoir à leur tour ce que nous avions à leur offrir ? A notre avis, il n'y a jamais de honte à apprendre ; il n'y a que l'ignorance voulue et malgré cela orgueilleuse qui soit une honte et en même temps un malheur.

Les jeunes gens que nous éclairons par nos conseils ne sont pas simplement des *élèves* ; ce sont des travailleurs indépendants que nous amenons vite à observer ; alors ils deviennent nos maîtres à leur tour. Voilà le secret de notre force. Nous ne demandons à aucun de nos disciples de devenir nos apôtres, et je puis me vanter, avec raison, je crois, que parmi les jeunes Français qui ont appris à travailler avec moi, aucun n'est revenu en France comme simple propagateur de formules magistrales. Tout ce qu'ils ont donné à la science française après leur retour a été le résultat de leurs propres recherches ; et si l'on y trouve une certaine analogie avec les doctrines allemandes, cela ne provient pas d'une foi aveugle en notre autorité, mais de ce que nos enseignements dérivent de la nature elle-même. Toutes les particularités nationales disparaissent devant les vérités universellement reconnues de la nature.

Il est certain que chacune des deux nations a sa manière propre de cultiver la science. Cependant la différence n'est pas si grande qu'on n'y puisse trouver des résultats analogues. M. Chauffard m'a fait, il y a quelques années, dans un essai critique, l'honneur de comparer ma méthode d'étudier à celle de M. Claude Bernard, le représentant si distingué de la physiologie française. Dans un travail portant ce titre : *De l'idée de la vie dans la physiologie contemporaine*, il essaye de faire ressortir le génie différent des deux nationalités par nos travaux respectifs. (Voyez le *Correspondant*, nouvelle série, tome IV, page 205, 1868.) Son opinion sur mon œuvre est évidemment influencée par ses idées générales sur notre nation, et il en parle de la manière suivante : « L'une, systématique, profonde, obscure pour tous ceux qui se bornent à parcourir du regard l'enveloppe uniquement extérieure des choses, hardie dans la vérité comme dans l'erreur, découvrant la vie et ses lois cachées dans des régions où l'œil humain n'avait pas encore pénétré, la dénaturant par contre dans les caractères fondamentaux attestés par l'universelle observation ; au demeurant, œuvre vaste et forte, où les saines affirmations effaceront bientôt les négations téméraires et funestes. » Ensuite il parle de M. Cl. Bernard en ces termes : « L'œuvre française n'a rien d'abord de ces visées générales et systématiques, rien non plus de ces obscurités qui fatiguent à pénétrer et trompent ceux qui aiment les voies faciles. Elle s'est longtemps attachée à poursuivre un but particulier, la découverte et la démonstration d'un fait nouveau. Elle a révélé au monde savant étonné des fonctions organiques nécessaires au maintien de la vie, et qui, jusqu'ici, n'avaient pas même été soupçonnées. » M. Claude Bernard ne se serait adonné que bien plus tard à la considération des dernières et des plus importantes

marques caractéristiques de la vie : « Car pour atteindre à la connaissance vraie, il faut remonter à la cause qui domine et régit le déterminisme phénoménal. »

M. Chauffard est trop intelligent pour se figurer que l'essence des deux nationalités consiste, l'une dans le système et la synthèse, l'autre dans l'observation individuelle et l'analyse. Il ne peut pas croire, de bonne foi, que j'aie commencé par l'exposition synthétique. Lorsque je fis mes cours de pathologie cellulaire, j'avais derrière moi dix années de travail assidu, consacrées certainement autant à l'examen approfondi d'une suite de phénomènes uniques que les premiers travaux de mon ami vénéré de Paris. Dans mes premières études de jeune savant, je rencontrai la phrase suivante dans l'admirable traité de M. Cruveilhier : « La phlébite domine toute la pathologie. » Et en effet, mes propres recherches me convainquirent bientôt qu'il existait dans la phlébite tout un nid inextricable de difficultés scientifiques. Je me décidai donc à les attaquer ; mais, tout en poursuivant ce but invariable, je fus bientôt forcé d'étendre mes études préparatoires à des questions devenant de plus en plus compliquées. Il fallut résoudre une armée de problèmes isolés, la fibrine, les corps constituants du sang, la thrombose, la leucémie, l'embolie, l'infection purulente, l'endocardite, le procès athéromateux, l'inflammation, la pigmentation, avant de pouvoir trancher le nœud de cette question. Lorsque j'eus atteint mon but, je me consacrai à mon nouveau travail, l'étude du tissu connectif, de ses équivalents et de ses variations. Il se passa de nouveau de nombreuses années avant que j'eusse trouvé un résultat concluant, et ce n'est qu'alors que je remplaçai pour peu de temps par la synthèse mes travaux jusque-là presque exclusivement analytiques. Ma réputation scientifique était fondée depuis longtemps, lorsque je publiai mes travaux sur la pathologie cellulaire. Mes recherches dans la question épineuse de la phlébite m'avaient valu ma nomination à la chaire de Wurzburg, et mes travaux sur le tissu connectif et son importance pathologique m'avaient fait appeler à Berlin. C'est seulement le troisième semestre après mon retour que je fis mon cours de pathologie cellulaire. Il ne faut donc pas apprécier la différence entre le développement des investigations françaises et allemandes à la façon de M. Chauffard.

Je ne fus même amené à faire mes travaux de synthèse que par une circonstance en dehors de ma volonté. Les médecins pratiquants de Berlin m'avaient demandé de leur donner un aperçu de mes expériences dans une suite de conférences et de démonstrations. Lorsque j'y consentis, l'œuvre à laquelle le critique français s'est si vivement intéressé se fit d'elle-même. La base de cette œuvre reposait sur mes travaux précédents. Mais leur nombre était trop considérable et la matière trop difficile pour être comprise sans démonstration. J'avais voulu précédemment exposer mes principaux points de vue dans mon grand *Manuel de pathologie et de thérapie spéciales*, publié en 1856 ; mais cette tentative n'avait pas suffi pour atteindre au but proposé, quoiqu'elle eût été faite au point de vue de la médecine pratique et qu'elle eût eu beaucoup de succès.

Il faut encore que j'insiste sur ce point que mon livre de pathologie cellulaire n'était pas non plus conçu comme œuvre systématique. Il s'agissait, au contraire, d'un principe biologique général, devant former le centre de toutes les explications et le point de départ de toutes les recherches futures dans le domaine des sciences naturelles organiques. Si la pa-

thologie cellulaire avait été un système, elle aurait été renversée depuis longtemps, aussi bien par moi que par mes disciples. Les progrès constants et toujours nouveaux accomplis dans la connaissance de la nature ont amené de nombreuses découvertes, qui m'ont forcé à renoncer à des considérations plus anciennes et à admettre ou à établir un nouvel ordre d'idées. Mes adversaires et le public irréflecti ont cru au moins dix fois que la chute de la pathologie cellulaire était imminente. Dans leur vue bornée, ils n'ont pas reconnu que cette doctrine reste intacte dans son principe, quoique la membrane ne soit plus considérée comme élément essentiel et nécessaire de la cellule, ou qu'une partie plus ou moins grande des globules du pus ne dérive pas des éléments du tissu connectif. Je peux admettre chaque progrès réel, saluer joyeusement chaque vérité nouvelle, sans avoir à craindre qu'ils portent préjudice à la méthode de recherches et d'observations de la nature organique que je représente.

C'est de cette manière qu'on peut expliquer comment les appréciations de M. Claude Bernard sont d'accord avec les miennes, — quoique nous ayons parcouru des voies différentes pour y arriver, — et comment chacune de ses découvertes a jeté une vive clarté sur le domaine des matières que j'ai classées en grand. Son développement, remontant depuis le moindre fait isolé jusqu'aux généralités, a en effet beaucoup d'analogie avec le mien, et si ces développements respectifs doivent servir à faire ressortir les particularités de l'esprit national chez les deux peuples, il me semble qu'il n'est pas difficile de trouver le point où commence la différence. Le savant allemand, en recherchant la vérité conformément à l'esprit de sa nation, a non-seulement en vue le cas qui l'occupe dans le moment, mais la science en général. La connaissance du cas particulier doit servir en même temps à faire une nouvelle conquête dans le domaine de la science universelle ou à mettre à l'épreuve la justesse de l'observation universelle. C'est pour cela que chaque exposition participe chez les Allemands d'un certain caractère d'idéalisme, même quand il s'agit d'un sujet pratique ou matérialiste. Notre méthode a une base plus universelle que la méthode française.

En France, il en est autrement. Là, l'intérêt du cas particulier domine tout. On ne s'occupe de rien autre au monde, quand il s'agit de poursuivre un but déterminé. Pour y atteindre, on met en jeu tous les moyens, tous les efforts de l'esprit, on s'y dévoue corps et âme. Par cette méthode, on est arrivé à des résultats étonnants, et je suis fermement convaincu que la puissance créatrice de l'esprit français n'est nullement affaiblie ; c'est un esprit pratique et réaliste, même quand il s'occupe des choses universelles ou très-peu pratiques. L'histoire des derniers temps nous en donne un exemple frappant. Il serait impossible en Allemagne qu'une guerre civile sanglante sévit pendant de longs mois, sous la protection des canons de l'ennemi, occupant un tiers du territoire, pour obtenir des choses qu'on atteindrait sûrement par un développement régulier intérieur. On appelle cela en France du patriotisme ; une foule d'hommes distingués prennent part à ce mouvement, peut-être à contre-cœur, mais assurément animés par les plus nobles motifs. Tout cela est aussi incompréhensible pour nous que l'était leur indignation générale à propos de Sadowa, indignation qui a amené cette guerre terrible, dont nous avons si ardemment désiré la fin en Allemagne.

Le premier Napoléon savait apprécier ces différences de caractère national. Il connaissait l'*idéologie* allemande et la haïssait si bien qu'il en faisait tout simplement fusiller les représentants. Notre nation, de son côté, ressent une aversion traditionnelle pour les Français, l'*ennemi héréditaire*, et cela parce que, depuis des siècles, nous avons dû subir sur notre sol les mêmes expériences de cruauté et d'esprit de destruction dont ils ont donné récemment de si tristes échantillons chez eux. *L'Allemagne aime les réformes, la France les révolutions*. Cette antithèse est aussi vraie en politique qu'en science. Mais il y a moyen de s'entendre. La civilisation calme les passions; elle crée les formes par lesquelles l'esprit national se transforme, lentement, il est vrai, et par des détours, mais sûrement et avec ménagement. Nous souhaitons donc ardemment que les Français arrivent au but que poursuit la Commune, au *self-government*; car cette forme fondamentale de la vie publique germanique assurera non-seulement la liberté intérieure, mais encore la paix entre les nations. De même que, dans le monde des anciens, l'esprit romain et l'esprit grec se sont tellement assimilés que de leur union naquit la civilisation universelle, de même nous trouverons, dans l'action commune de l'idéalisme germanique et du réalisme français, la solution de ces problèmes sociaux si ardues qui forment la sombre base de la guerre civile actuelle.

R. VIRCHOW,
professeur à l'Université de Berlin.